

La révolution de mai 1992, made in CH

Autor(en): **Dubacher, Danièle**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): - **(1992)**

Heft 42

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-848110>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La révolution de mai 1992, made in CH



**Radio Suisse
Alémanique,
lundi 18 mai
1992, journal
de midi : "La
Suisse dépo-
sera prochaine-
ment sa candi-
dature à la
Communauté
Européenne".**

Au lendemain de la votation fédérale sur les accords de Bretton Woods, dont une grande partie de la population (puisqu'elle ne s'est pas déplacée) ne savait pas s'il s'agissait des forêts de séquoias de Californie, ou d'une nouvelle lessive en poudre, liquide ou micro-bulles, le Conseil fédéral nous fait vivre une grande, une vraie, une révolution à l'envers puisqu'elle vient non de la base mais des hautes sphères. Le Conseil Fédéral décide, par 4 voix contre 3, ce n'est pas une écrasante majorité, mais tout de même majorité il y a, de demander l'adhésion de la Suisse à la CE. Comme ça, sans en avoir l'air, depuis des mois on voulait nous convaincre qu'adhérer à l'EEE était vital pour nous, que ce n'était pas forcément un palier pour grimper dans le train de la CEE et voilà qu'au lendemain du vote d'ouverture sur le FMI, en voiture tout le monde, nos plus hautes autorités décident d'envoyer une demande d'adhésion à Bruxelles. Pour en faire profiter les PTT, je suis sûre qu'elle sera affranchie en courrier A. Quoique René Felber et Jean-Pascal Delamuraz en avaient parlé en octobre dernier alors qu'ils s'arrachaient les cheveux sur le traité de l'EEE. "L'adhésion est notre but" ont-ils dit ! Depuis, les euro-glaçons refroidissant les euro-hardis, une sourdine était en place. Désormais, foin des euro-frileux, qu'ils grelottent en paix, qu'ils se rallient à Otto Stich dont le parti (socialiste) est pour et lui contre, alors que le parti d'Adolf Ogi est contre et lui pour. A ce propos, l'UDC éclate entre les pro-Ogi et les pro-Christoph Blocher, ardent défenseur de notre identité nationale, anti-euro par essence. Certains euro-grincheux se demandent si la Suisse pourra imposer ses idées en montant

dans le même train que les neutres de l'AELE. La réponse nous est donnée par les Autrichiens et autres Finlandais qui ne sont pas enchantés de notre demande car nos représentants, paraît-il, "pinaillent" trop dans les discussions (pinailler, en l'occurrence, n'est pas pris dans le sens de boire trop de "pinard", ce que le Blick a reproché à Delamuraz, mais bien dans celui d'ergoter).

par Danièle Dubacher

C'est la preuve que nous avons vraiment notre mot à dire et de toutes façons, cette décision a le mérite de la clarté, maintenant nous savons de quoi nous parlons. Et pour nous, il vaut mieux s'accrocher aux wagons des pays de l'AELE, qui remplissent les critères économiques requis et vivent une tradition démocratique, qu'à ceux des pays de l'Est qui feront partie du prochain voyage. Il faudra adapter le droit suisse à celui de l'Europe. Le référendum risque d'être (sera ?) exclu. La grande tâche du gouvernement est maintenant d'informer sérieusement et rapidement, avant la votation du 6 décembre sur l'EEE. Nous devons savoir pourquoi telle ou telle loi sera modifiée, ce que nous perdrons et surtout ce que nous gagnerons. A ce propos, une initiative telle que celle, historique, des pacifistes contre l'achat des avions de chasse américains pourrait-elle toujours exister ? Pour mémoire, en un mois, 503.719 signatures ont été récoltées. Kaspar Villiger, chef du DMF, a peur que le souverain ne commence à voter intelligent. Allons les euro-inquiets, ne l'oubliez pas, il ne s'agit pour l'instant que de négociations.

Avant de terminer, quelques déclarations prises au hasard des quotidiens. Carlo Schmid, président du PDC : "le succès de la votation sur le FMI est monté à la tête du Conseil Fédéral". Le Parti radical, en l'occasion, ne brille pas par son originalité : "en déposant une demande d'adhésion, le Conseil Fédéral a pris une grande responsabilité" ; on y parle même "d'erreur tactique". L'UDC entre dans la bataille EEE, CE et prend date pour la campagne du 6 décembre : "il faut empêcher le début du processus". Les Verts regrettent "l'euro-euphorie". Le secrétaire du Vorort, Robert Walser, approuve la décision qui a le mérite de "clarifier la situation". Adolf Ogi : "la Suisse entrera dans la communauté avant l'an 2000". "Un jour comme aujourd'hui, un Conseiller Fédéral ne pouvait qu'être heureux !".